

Chapitre I

Pacifique révolution, méthode

Tragédie à la française

Acte I. Campagne électorale, télévision. Promesses.
« Votez pour moi, je suis pour le changement. »

Acte II. Palais de l'Élysée. Annonces nouveau gouvernement. Réformes « nécessaires », « impérieuses », « positives pour tout le monde ».

Acte III. Mobilisation. Lobbies, syndicats.

Acte IV. La rue. Manifestations, grèves. Recul partiel puis total du gouvernement.

Acte V. Problèmes inchangés. Citoyens encore plus méfiants envers l'idée de réforme.

Plus tard, mêmes lieux, différents acteurs, même tragédie rejouée à l'identique ; éternel retour du même.

CPE, CIP, Sécurité Sociale, universités, régimes spé-

12 | La fin des privilèges

ciaux des retraites, PAC... Combien de tentatives de réformes n'ont-elles pas été édulcorées puis retirées, sous la pression de la rue ? Les Français semblent souffrir d'une incapacité congénitale à se mettre d'accord sur les réformes. Il ne nous resterait plus qu'à nous résigner au déclin. Ou à espérer que le déclin provoquera le sursaut salutaire – un jour peut-être.

Eh bien, non, il n'y a aucune fatalité et la politique du pire, celle du déclin espéré, n'est pas la seule possible.

Nous adorons débattre sans fin de ce qu'il faudrait faire, mais nous ne faisons rien, ou si peu. La réponse à ce débat est connue, il suffit de regarder ce que nos voisins européens les plus performants ont fait, sans vendre leur âme ni sacrifier leur modèle social. À nous d'adapter les détails de la finition des réformes pour tenir compte de notre héritage historique, mais la trame est clairement établie. Au lieu de débattre du « Que faire ? », nous devrions réfléchir collectivement au « Comment le faire ? ». Pour réformer la France, il faut changer de méthode. Celle de la *Tragédie à la française* a très manifestement échoué. Certes, les réformes sont globalement positives, mais, au lieu de le clamer de manière incantatoire, l'honnêteté exige de reconnaître que les réformes, y compris les meilleures, même si elles augmentent le bien-être collectif et la richesse globale, ont l'inconvénient majeur de léser un certain nombre de gens, qui se sentent menacés et se mobilisent pour les faire échouer. Disons-le clairement : une bonne réforme est celle qui élimine une rente, souvent habillée en « avantage acquis ».

Pacifique révolution, méthode | 13

Soyons clair sur le mot « rente », que nous allons beaucoup utiliser et qui a divers sens. Ici, nous associons une rente à un privilège. Ce privilège peut être une position monopole, une réglementation qui réduit la concurrence, un avantage spécifique (appelé souvent « avantage acquis ») ou une subvention. Par exemple, une position de monopole permet à une entreprise – publique ou privée – de vendre à un prix excessif et ainsi de faire des super-profits. Si l'entreprise est privée, il est probable que ces super-profits seront distribués à ses actionnaires ; si c'est une entreprise publique, une partie des super-profits se transformera en super-salaires ou en avantages acquis. Ce ne sont pas seulement des entreprises qui bénéficient de rentes, des employés peuvent aussi avoir leurs rentes (par exemple, la retraite à cinquante ans) et leurs subventions. Ces privilèges, et les rentes qui vont avec, ont souvent de bonnes raisons d'avoir été consentis, mais ils peuvent aussi coûter très cher.

Ni Maggy, ni nuit du 4 août

Certains rêvent d'un passage en force à la Maggy Thatcher, avec des réformes qui exproprieraient les rentes et volatiliseraient les avantages acquis. La France n'y est pas prête, fort heureusement. Mais, à supposer même qu'elle le soit, il n'est pas évident que ce soit une bonne idée, tant cette méthode est destructrice économiquement et socialement (grèves, ruptures d'approvisionnement...).

14 | La fin des privilèges

D'autres espèrent en un grand soir, où toutes les rentes seraient abrogées d'un coup, propulsant la France sur un nouveau sentier de croissance rapide, où tous les rentiers seraient ravis de lâcher leurs privilèges en faveur du bonheur universel. La nuit du 4 août 1789 avait abrogé tous les privilèges de l'Ancien Régime d'un trait de plume. Combien de temps voulons-nous encore attendre un nouveau grand soir, éclairé bien sûr, qui abrogerait les privilèges modernes ? Or ce genre de nuit du 4 août n'advient pas dans un ciel bleu, mais dans des pays en crise aiguë. Des versions modernes ont été lancées au Canada ou en Scandinavie au début des années 1990, alors que ces pays se trouvaient en profonde récession avec des finances publiques au bord du gouffre. Tous les acteurs sociaux avaient alors conscience que le pays allait dans le mur et que des sacrifices devaient être exigés de tous. Nous n'en sommes heureusement pas là et un grand soir volontaire et coopératif est très peu probable. D'autant plus que l'accumulation de réformes avortées et de mauvaises réformes a rendu aujourd'hui les gens méfiants, voire sceptiques, quant à l'idée même de réforme économique. Ils ne signeront pas pour des lendemains qui chantent sans assurance. Au motif qu'« un tien vaut mieux que deux tu l'auras (peut-être) », les Français, même s'ils ne refusent pas l'idée de réforme, n'accordent plus le bénéfice du doute.

Les réformettes sont inefficaces, et ni l'option bulldozer (Thatcher) ni celle du grand soir consensuel ne sont sur la table. Il faut s'y prendre autrement. Nous proposons une autre méthode, celle de la révolution pacifique.

Payer pour réformer

L'idée centrale est simple. Les réformes économiques ont pour but d'augmenter la richesse du pays mais, en général, elles se font au détriment de certains. Il y a donc beaucoup de gagnants et quelques perdants, ce qui est ennuyeux. Les bienfaits des réformes arrivent lentement, très lentement, ce qui est tout aussi ennuyeux, alors que les coûts sont immédiats. Face aux réformes, les dés sont pipés. Notre solution est de prendre aujourd'hui une partie du surplus de richesse à venir pour compenser ceux qui vont souffrir aujourd'hui de la réforme. Pour joindre les deux bouts, l'État fait l'avance : il emprunte aujourd'hui et se repaye plus tard. De cette manière, il n'y a pas de perdants, mais que des gagnants.

L'idée n'est pas nouvelle. Elle a même déjà été appliquée, parfois bien, parfois moins bien. Par exemple, dans les années 1980, la fermeture de mines de charbon et de fer qui n'étaient plus rentables a été accompagnée de transferts substantiels aux mineurs qui ont perdu leur emploi. Cette réforme est aujourd'hui considérée comme un succès. De même, au milieu des années 1990, le gouvernement a compensé les titulaires des monopoles de ventes aux enchères (privilège remontant à François I^{er}) au moment de la libéralisation de ce petit secteur. En revanche, plus récemment, les honoraires des médecins ont été revalorisés contre une promesse de modération des dépenses de santé (nombre de consultations, longueur des prescriptions, signature de congés maladie, etc.) qui n'a pas eu lieu.

16 | La fin des privilèges

La méthode des réformes avec compensation peut permettre de sortir la France du décalage entre le besoin de réformes en profondeur et l'hostilité déterminée de tous ceux qui redoutent, à tort ou à raison, d'en faire les frais. Elle permet aussi de résoudre un deuxième décalage, dans le temps celui-là : comment indemniser aujourd'hui, de manière crédible, les perdants avec les gains de demain ? La compensation ne doit pas seulement être juste, elle doit aussi être versée au préalable. Sinon, les perdants potentiels continueront à s'opposer à la réforme, car ils se diront : « Une fois la réforme passée, l'État oubliera sa promesse d'indemnisation et je serai perdant au final. » Deux jeudis par mois, l'Agence France Trésor contracte des emprunts pour le compte de l'État. Tous les mois, elle rembourse. En empruntant un peu plus, l'État peut verser les compensations dès la mise en route des réformes, à charge pour lui de rembourser sa dette ensuite.

Est-il bien raisonnable d'alourdir ainsi la dette publique ? Chapitre après chapitre, nous détaillons le coût de chaque réforme que nous présentons et nous expliquons pourquoi, dans chaque cas, c'est une bonne affaire. Derrière des détails se cache un principe général. Si la France s'engage sur la voie des réformes en profondeur, son économie croîtra plus vite. Cumulé sur dix ou vingt ans, un petit coup d'accélérateur se traduit par un accroissement massif des revenus. Quand on est plus riche, rembourser une dette se fait sans problème. Une dette qui accélère la croissance est, en fait, un investissement, un pari sur le futur. Si la réforme est bonne, le

Pacifique révolution, méthode | 17

pari est gagné d'avance. Ceux qui prêtent à l'État français un jeudi sur deux seront ravis de le financer.

La dernière caractéristique de notre méthode est, dans la mesure du possible, de ne forcer personne. Aux perdants potentiels, nous proposons d'offrir un contrat, qu'ils peuvent refuser. Nous leur disons : « Si vous acceptez d'abandonner votre privilège, l'État est prêt à vous verser immédiatement une juste compensation. Si vous ne voulez pas, pas de problème, gardez votre privilège ». Dans ces conditions, c'est au gouvernement qui veut réformer de trouver le bon niveau de compensation. S'il est trop pingre, pas de réformes. Pour gagner chaque réformes, le gouvernement devra convaincre une large majorité des privilégiés. S'il le fait, les lobbies seront désarmés. Il ne s'agit donc pas de négocier avec des lobbies, mais de convaincre leurs troupes.

Un peuple de rentiers

Mais de quelles rentes et de quels privilèges parlons-nous ? Réformer, c'est transformer des usages et des traditions qui bloquent la croissance des revenus, qui alourdissent les finances publiques et qui sclérosent le marché du travail, faisant ainsi le lit du chômage de masse. Or ces usages et ces traditions ne sont pas là par hasard. S'ils ne profitaient pas à quelques-uns, ils auraient déjà été éliminés, sans peine et sans regrets. C'est pour cela que, derrière chaque réforme, se cache un privilège à éliminer. Autant de privilèges que de besoins de réforme. Ces privilèges ont tous une raison historique, souvent

18 | La fin des privilèges

une bonne raison, mais beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis qu'ils ont été concédés. Ils perdurent bien longtemps après avoir été justifiés. Privilège est un vilain mot au pays des sans-culottes, alors on préfère parler d'avantages acquis, mais, au fond, c'est la même chose, une marque de l'histoire dont la justification a disparu.

Ces rentes pullulent en France. Elles prennent diverses formes. Parfois, ce sont des salaires avantageux. Parfois, ce sont des retraites complètes bien avant 60 ans, ou une garantie d'emploi à vie. Parfois, ce sont des durées de travail (par semaine, par an) réduites. Il y a aussi toutes sortes de subventions et un code des impôts peuplé de niches fiscales, comme on dit. Chaque Français, ou presque, a sa rente. Certains patrons ont leurs stock-options et autres parachutes en or qui s'ouvrent même lorsqu'ils ont été défailants. Certains chômeurs ont des allocations qui durent même s'ils ne cherchent pas d'emploi et qui se transforment en divers programmes sociaux plus ou moins permanents. Chacun jalouse les rentes des autres mais défend bec et ongles la sienne. Et du coup chacun perçoit les menaces sur les autres comme une menace à venir pour soi-même.

Au bout du compte, les Français sont devenus un peuple de rentiers, petits et gros. C'est agréable bien sûr (sauf pour les exclus des rentes), mais cela coûte cher. Ce n'est pas seulement le coût en espèces sonnantes et trébuchantes qui pose problème. Beaucoup de ces rentes sont dérisoires mais toutes ont pour effet de bloquer l'adaptation de la France à la multitude de changements auxquels elle doit faire face.

Pacifique révolution, méthode | 19

C'est pour cela que la réforme n'est pas seulement nécessaire mais aussi et surtout bénéfique. Si, durant notre sommeil, une bonne fée pouvait éliminer d'un coup de baguette magique toutes les rentes et tous les privilèges qui s'insinuent dans tous les mécanismes qui font tourner la France, à notre réveil, nous serions tous, ou presque, mieux lotis. Nous aurions, chacun, perdu quelque chose, mais nous serions généreusement récompensés. Moins de chômage et plus de croissance, moins de blocages et plus d'opportunités. Moins de grèves, aussi. Malheureusement, il n'y a pas de bonne fée, quoi qu'en disent les candidats et candidates aux élections.

Si la méthode des réformes avec compensation est simple dans son principe, sa réalisation est beaucoup plus compliquée. Pour commencer, comment évaluer le bon prix pour le rachat des rentes ? Ensuite, comment s'assurer qu'une fois le paiement effectué, les rentes ne seront pas reconstituées d'une manière ou d'une autre ? Comment contourner les lobbies qui n'existent que pour défendre des privilèges et pour qui la réforme sonne le glas ? Et surtout, combien tout cela coûtera-t-il, et qui paiera ? Les pages qui suivent montrent qu'il est possible de répondre à toutes ces questions.

Notre méthode est illustrée au travers de sept exemples choisis pour leur importance symbolique et parce que chacun montre un aspect différent de la marche à suivre. Certains sont précis, comme la suppression de la politique agricole commune ou des licences des taxis. D'autres sont très larges, comme la refonte du code du travail, la fin des emplois à vie dans la fonction publique

20 | La fin des privilèges

ou l'allongement de l'âge de la retraite. La liste n'est pas exhaustive, il s'en faut de beaucoup. Certains de ces projets ne sont peut-être ni les plus urgents ni les plus faisables politiquement, mais tous apparaissent régulièrement dans les innombrables rapports et livres blancs qui ont été commissionnés depuis des années avant d'être enterrés. Notre choix est avant tout guidé par le désir de montrer comment le principe général de réforme avec compensation peut s'appliquer à virtuellement toutes les réformes. D'un cas à l'autre, les modalités varient, et c'est précisément ce que nous voulons illustrer.

La plupart des réformes que nous présentons ne sont pas développées en détail. De même, le chiffrage est plus un coup de louche qu'une évaluation précise. Pour être plus précis, tant dans le choix du contenu des réformes que dans l'évaluation de leurs coûts et bénéfices, il faudrait faire appel à des armées de spécialistes. C'est pour cela que les réformes que nous présentons sont souvent schématiques. Ce parti-pris de simplicité traduit notre souci d'illustrer une méthode et non pas de proposer la réforme complète de la France clés en main. La réforme avec compensation nous paraît être la seule approche qui puisse permettre de briser le cercle vicieux dans lequel les réformateurs de tous bords se sont retrouvés enfermés, avant de baisser les bras.

Un rayon de soleil sur les rentes

Il reste qu'une bonne idée ne suffit pas à emporter l'adhésion. On ne réformera pas la France en profondeur

Pacifique révolution, méthode | 21

sans avoir convaincu les Français. C'est là que se situent les obstacles les plus redoutables. Ce travail est celui des hommes – ou des femmes – politiques qui voudront porter le projet. Nous n'avons aucune compétence en la matière. C'est donc avec humilité que nous abordons la question.

Pour commencer, beaucoup de gens ne croient pas que les réformes envisagées produiront les effets promis, ni même des effets positifs. Il faudra leur expliquer pourquoi ce qui marche ailleurs en Europe produira les mêmes effets positifs chez nous. On voit déjà l'argument : nous serions des ultralibéraux désireux d'imposer le modèle anglo-saxon. Notre réponse est que nous regardons ce qui se passe ailleurs, sans préjugés. Cela ne signifie pas que nous voulons copier des formules toutes faites. C'est vrai que la croissance anglaise est impressionnante et son taux de chômage, jadis plus élevé qu'en France, est désormais deux fois plus faible. Mais il est aussi vrai que le système de santé des Anglais fonctionne mal, qu'ils ont beaucoup de pauvres. Tirer de leur expérience les éléments positifs et l'adapter en France, en évitant les inconvénients, ne signifie pas que désormais le porridge remplacera le café-tartine du petit déjeuner des Français. De plus, ce n'est pas qu'en Angleterre, au Canada ou aux États-Unis que l'économie est dynamique et le taux de chômage faible. Chacun à sa manière, la Suède, la Finlande, l'Irlande, le Danemark, l'Espagne et bien d'autres ont conduit des réformes en profondeur dont nous nous inspirons.

Lorsqu'ils se sentent menacés, ceux qui vivent, ou croient vivre, des rentes manient habilement l'arme des

22 | La fin des privilèges

réflexes automatiques. Accuser une idée d’ultralibéralisme – ou de dirigisme, de paternalisme ou de toute autre expression repoussoir – suffit souvent à la torpiller. La France se distingue par la puissance évocatrice des idéologies, ces étranges méthodes de réflexion qui prétendent avoir réponse à toute question, souvent au mépris de la réalité. Présenter les rentes, habilement appelées droits acquis, comme un moyen de limiter les dégâts de la libre entreprise, est peut-être de bonne guerre, mais c’est aussi une formidable contre-vérité. Tous les pays, sans exception, qui ont supprimé des rentes et injecté une dose supplémentaire de libre entreprise ont connu un miracle économique. Voilà la réalité. Bien sûr, ces miracles ont eu leurs laissés-pour-compte ; c’est bien pour cela que nous proposons de les identifier à l’avance pour les indemniser.

Les groupes de pression, ceux qui ont tout à perdre au succès des réformes, utiliseront leurs considérables ressources – financières, mais aussi politiques – pour bloquer les réformes. Jusqu’à présent, ils ont admirablement réussi. Ils n’aimeront pas notre livre, car celui-ci donne une valeur aux rentes qu’ils défendent. Pire, il donne une valeur à la richesse (immense) détruite par ces mêmes rentes. Un proverbe du droit de la concurrence dit que « le meilleur désinfectant est le soleil » ; le gros défaut de notre ouvrage – pour ces lobbies – est qu’il est un rayon de soleil sur des rentes mal connues ou dont la nocivité est largement sous-estimée. Nous proposons donc de contourner ces divers lobbies. Au lieu d’essayer de les convaincre de se faire hara-kiri, notre méthode consiste à s’adresser directement aux per-

Pacifique révolution, méthode | 23

sonnes à qui l'on demande de faire des sacrifices et de leur proposer un dédommagement. S'ils acceptent, parce que le dédommagement est honnête, ce n'est pas seulement la croissance économique qui aura gagné, mais la démocratie.